



n° 69 - Février 2017 -



édito

L'écologie au coeur de la gauche

Sommaire

- 1 - édito L'écologie au coeur de la gauche
- 2 - Voeux David Cormand
- 3 - La France vive, voeu et projet de Yannick Jadot candidat
- 4 - Lettre aux adhérents
- 5 - La santé n'a plus la pêche
- 6 - Projet de stockage de matières dangereuses de Montbeugny
- 7 - 2017, la transition c'est maintenant
- Clermont : en route vers le Bio
- 8 - La droite, on a testé en Auvergne-Rhône-Alpes
- 9 - Projet de loi de finances 2017
- Lyon-Turin : un tunnel à 10 milliards d'euros
- 10 - Nous sommes les 99%
- Fnsea : un empire agricole
- 11 - Procès des faucheurs de chaïses : c'est les banques qu'il faut juger !
- Aide aux réfugiés : la solidarité n'est pas un délit
- Brexit : la Première Ministre britannique tourne le dos à l'Europe
- 12 - bulletin d'adhésion

dessins de Claire LESPAGNOL

La campagne de cette élection présidentielle s'avère chaque jour différente de tout ce que l'on a pu connaître, et plus imprévisible que jamais. C'est en cela que la période politique actuelle est passionnante, mais ô combien difficile à commenter et à anticiper.

Depuis la victoire de Benoit Hamon à la primaire socialiste sur un projet résolument écologiste, les cartes, à gauche sont rebattues. Le résultat de cette primaire légitime la décision d'EELV de ne pas participer, en 2014, au gouvernement Valls, puisque des électeurs de gauche, en grand nombre, ont désavoué la politique du gouvernement.

C'est donc tout naturellement, que Yannick Jadot et David Cormand ont proposé à tous les candidats se revendiquant de l'écologie politique, Jean-Luc Mélenchon et Benoit Hamon, de se rencontrer pour bâtir ensemble un projet commun dont l'écologie serait le centre.

A l'heure où j'écris ces lignes, rien ne laisse présager qu'une issue positive à cette idée de plateforme commune aux trois candidats sera trouvée.

C'est fin février que la décision collective de stratégie présidentielle sera prise par les adhérents EELV et tous ceux qui ont participé à la primaire des écologistes.

En attendant, qu'elle que soit l'issue des concertations en cours, il nous faut continuer à collecter les précieux parrainages pour permettre à Yannick Jadot de candidater au cas où nous déciderions de poursuivre dans la ligne de la décision du congrès de présenter un candidat à l'élection présidentielle.

Pics de pollution, recul des terres agricoles, perte de biodiversité, mal bouffe,en Auvergne, comme partout en France et dans le monde, l'écologie s'avère chaque jour plus nécessaire. Nous avons besoin de peser de plus en plus sur les politiques publiques, et pour cela nous avons besoin d'être plus nombreux à nous engager pour faire vivre le parti de l'écologie politique, Europe Ecologie Les Verts.

Alors adhérez ou ré-adhérez à Europe Ecologie Les Verts Auvergne !

Anne BABIAN-LHERMET



Vœux à la presse d'Europe Écologie Les Verts - Discours de David Cormand - 17 janvier 2017

L'année 2016, comme l'année 2015, a été une année douloureuse pour notre pays. Les attaques terroristes que notre pays a subi ont pesé lourdement sur la cohésion nationale pourtant indispensable pour affronter ces épreuves.

La tentation de l'instrumentalisation politicienne qui divise a pris le pas sur l'intelligence collective qui cherche à comprendre pour apporter des réponses durables à la situation que nous devons affronter.

* *

Cette année 2016 est aussi celle qui a vu le vote du Brexit à la suite d'une campagne tristement démagogique où le mensonge faisait lieu d'argument de campagne, de l'aveu même des partisans de la sortie du Royaume-Uni de l'Europe.

Il nous faut regarder en face cette réalité : le rêve européen tend à se transformer peu à peu en cauchemar pour une part de plus en plus significative des citoyennes et des citoyens européens.

Une sortie par le haut, en revanche, implique une démocratie européenne réelle où la souveraineté démocratique est garantie par un renforcement du Parlement européen ; où l'Europe n'est pas la pérennisation d'une austérité qui inhibe les possibles, mais au contraire un nouvel horizon qui permet de relever les défis environnementaux, économiques, sociaux et géo-politiques d'un monde en mutation.

Entre libéralisme débridé et nationalisme étrié, il existe une voie pour une Europe solidaire, démocratique, et finalement plus forte dans le monde.

L'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis, en dépit de toutes les prédictions, témoigne là encore de la lassitude et de la peur des peuples face aux risques de déclassement.

La montée des populismes en Europe, aux États-Unis et ailleurs constitue une menace, mais aussi une alerte.

Je veux dire un mot de ce à quoi

nous assistons au Proche-Orient : en Turquie, en Syrie, et aussi en Russie.

Ce sujet n'est pas secondaire dans le débat que nous devons mener cette année en France. Les massacres auxquels nous avons assisté à Alep, sans que la communauté internationale ou l'Europe n'aient pu les empêcher, jettent une ombre sur la capacité de la communauté humaine à peser quand la barbarie est à l'œuvre.

Sans relâche, les écologistes continuent de plaider pour un monde en paix. C'est la première des conditions à la dignité humaine. Alors que la guerre frappe à nos frontières et au-delà, en Ukraine, au Proche-Orient, au Sahel, aider la paix partout dans le monde doit rester un objectif primordial pour la France et l'Europe.

* * *

Dans la crise de la politique que j'ai décrite, la démagogie, le complotisme et le mensonge prennent une place de plus en plus importante.

On l'a vu pendant la campagne présidentielle américaine et on le voit en France. Désormais, la réalité est une opinion comme une autre. Le rôle des médias est plus déterminant que jamais pour contribuer à donner aux citoyennes et aux citoyens les clefs de compréhension du monde afin qu'elles et ils puissent décider en connaissance de cause au moment des choix démocratiques qui leur sont proposés.

Il ne peut y avoir de démocratie réelle sans une information fiable.

Cette année 2016 aura aussi été le point d'orgue de la décomposition du paysage politique tel que nous le connaissions dans notre pays.

Les deux « leaders naturels » des camps traditionnels qui dirigent alternativement notre pays depuis plus de 40 ans ont été empêchés de représenter leurs familles politiques respectives en 2017.

Il appartient aux écologistes

d'inspirer et de mettre en œuvre un imaginaire politique nouveau qui implique la remise en question du productivisme et de la croissance aveugle qui détruit la planète et les espèces vivantes qui y vivent, dont l'humain.

* * *

Pour 2017, je souhaite donc formuler trois vœux qui se résument en trois mots : la confiance, le débat et l'espoir.

La confiance, c'est celle que je souhaite exprimer en notre pays, la France, et envers les Françaises et les Français.

Il faut s'élever contre cette nouvelle pensée unique qui vise à anesthésier les foules et les préparer au pire en spéculant sur le défaitisme, l'échec, la haine, le laid.

Je pense que la France est belle de ses idéaux, de ses valeurs, de ses innovations et de ses inventions.

Notre pays invente un espace et un imaginaire qui visent à l'émancipation.

Le deuxième vœu que je forme est celui du **débat**.

Au cœur de ce débat sur les enjeux actuels et à venir, il y a l'écologie. Comment réinventer un nouveau compromis solidaire sur une planète où les ressources sont de plus en plus rares, où les pollutions augmentent, où l'activité humaine telle qu'elle s'est développée ses deux derniers siècles a altéré le climat et la biodiversité remettant en cause la possibilité de la vie sur Terre et laisse croître les inégalités ?

C'est une question majeure et je constate avec satisfaction que dans le camp progressiste, on assiste à l'irruption de l'écologie dans le débat et les propositions. Dans ce débat, la parole des écologistes et de Yannick Jadot est essentielle et je veux ici exprimer ma confiance dans notre candidat qui, depuis sa désignation, a non seulement réussi à rassembler autour de lui la famille écologiste mais aussi su porter une parole forte et claire qui sert notre idéal et notre cause collec-

tive.

Cette parole claire est précieuse face au déni écologiste que l'on constate à droite. Elle est précieuse également quand on constate du côté du candidat qui tente une OPA sur le camp progressiste, Emmanuel Macron, l'absence totale de l'enjeu écologique. L'illusion qui consiste à feindre de tout changer pour que rien ne change est un véritable piège dans ce débat 2017.

Car en l'absence de François Hollande, Monsieur Macron est le candidat du bilan du mandat qui s'achève. Il est le co-auteur de ce quinquennat de renoncement. De ce point de vue, je peux que m'étonner et même regretter que des porte-parole naturels de l'écologie cèdent aux sirènes du candidat Macron. L'écologie n'est pas une planche qui vise à surfer sur les vagues de la fausse modernité : le débat qui s'ouvre devra être l'occasion d'arracher les faux-nez du prétendu renouvellement pour affirmer un imaginaire politique neuf dont l'écologie est la colonne vertébrale.

Peut-être que les écologistes n'ont jamais été aussi proche de remporter cette bataille culturelle au sein de la famille progressiste.

* * *

Ce qui me permet de finir sur le troisième vœu que je formule ce matin, celui de l'**espoir**.

Le pire n'est jamais sûr. Refuser la résignation, s'indigner, être insoumis, ce n'est pas se complaire dans des coalitions de rejets, mais construire des coalitions de projet. La place de l'écologie et des écologistes est du côté de la résistance créatrice qui rassemble.

Le rôle de notre mouvement, aux côtés de son candidat, sera de contribuer à la construction d'une nouvelle majorité d'idée qui permette que 2017 porte l'espoir d'un nouveau départ politique pour notre pays et pour l'Europe.

* *

LA FRANCE VIVE

Présentation des vœux et du projet de Yannick JADOT

Je souhaite à l'espoir que je porte, et au programme que je vais vous présenter, de trouver l'écho qu'ils méritent auprès de nos concitoyens car c'est un vrai projet politique.

Chômage, misère, éclatement de la société, empoisonnement de l'air, de l'eau, des sols, des corps...

Les solutions pour vivre mieux en tenant compte des limites finies de la planète existent mais la politique, pardon l'immense majorité des politiques, ne s'en emparent pas, pas aussi vite que la société civile et que certaines entreprises remarquables dans leurs efforts pour se réinventer.

On l'a vu, ce n'est pas l'application des recettes usées jusqu'à la corde qui va créer des centaines de milliers d'emplois. C'est l'ouverture, enfin, aux solutions du monde nouveau qui peut créer des emplois tout en redonnant du sens à notre société et à nos vies.

Sans oublier un point essentiel, une priorité : nous devons construire le monde de demain en veillant à ce qu'il profite à toutes et à tous.

En faisant le choix de la transition écologique, saisissons la chance de ne pas subir le dérèglement climatique ni les mutations de la société ou de l'industrie, mais d'en tirer le meilleur parti.

Notre fascination pour les start-up montre d'ailleurs notre intérêt à tous pour une société où le progrès, l'amélioration de la qualité de vie et du travail, s'observent au quotidien.

C'est cette même société, vivante et inventive, prête à saisir ce grand dessein qui nous invite à la transition écologique.

Le projet des écologistes, mon projet, protège les hommes, les femmes et les enfants, protège nos espaces naturels autant que les plantes et les animaux qui y vivent. Il offre de nouveaux droits à toutes les femmes et à tous les hommes, en leur garantissant une place et une vie digne et épanouissante.

Il rend plus démocratique l'organisation de notre pays et des entreprises. Il invite à la participation de chacune et de chacun. Il facilite et encourage l'innovation. Il tire parti de la dimension européenne et de l'ouverture aux autres pour être

plus efficace et rendre la vie meilleure.

Enfin, il redonne à la France sa grandeur aux yeux du monde, il en fait l'exemple à suivre. De nouveau.

Ma candidature est une candidature d'esérance citoyenne. Elle est enthousiaste car elle sait que malgré la logique du «tout croissance» et du «tout, tout de suite», des Françaises et des Français ont pris un temps d'avance dans l'innovation technologique, dans la solidarité et dans la préservation du vivant.

Cette France de demain, pas toujours très visible, a commencé à agir partout sur les

territoires, dans les associations, dans les entreprises, dans les foyers, dans les quartiers, en ville et à la campagne. Cette France de demain, inventive et généreuse, nous montre chaque jour que le meilleur est proche, quand nous bousculons les règles du jeu.

Je la combats aussi parce ce qu'elle sert de paravent aux véritables menaces pour notre planète et ses trésors de vie.

Ma candidature est une candidature de reconquête et de dépassement politique. Avec ce projet, je ne veux pas seulement m'adresser aux électeurs écologistes. **Avec ce projet, je veux rassembler celles et ceux que l'on pense irréconciliables autour d'un horizon écologique, économique et social positif et créatif.**

Pour y parvenir, il faut s'attaquer de front aux rentiers du vieux monde, cette vieille France politique et économique qui veut que rien ne change. Je veux déverrouiller un pays bloqué par les intérêts des énergies sales et de la finance casino. Il y a urgence à agir car le monde se délite sous nos yeux.

Nos cœurs ont pleuré devant la destruction, en direct, d'Alep et de ses habitants. Nos convictions ont été affligées par la victoire de Donald Trump. Nos certitudes ont été ébranlées par la décision des Britanniques de quitter l'Europe.

Nous ne pouvons pas nous contenter de fermer les yeux et d'attendre que cela passe. Chaque arrivée a son point de départ.

Parce que le désordre du monde est le fruit d'un modèle de développement qui saccage les humains et la

planète, il faut tirer cette leçon définitive : **puisque nos prédateurs et nos pollutions intensifient le chaos dans le monde, notre transition écologique est un projet de paix civile et de paix mondiale.**

Oui tout est lié. Le silence assourdissant de la classe politique qui a accompagné les bombardements et les massacres en Syrie n'a-t-il pas fait tomber le voile sur l'influence nouvelle du système Poutine dans le jeu géopolitique ? N'a-t-il pas dit la menace pour notre souveraineté et nos vies démocratiques ? L'admiration de François Fillon ou l'ambiguïté prononcée de Jean-Luc Mélenchon en sont des symptômes évidents. Les liens financiers



territoires, dans les associations, dans les entreprises, dans les foyers, dans les quartiers, en ville et à la campagne. Cette France de demain, inventive et généreuse, nous montre chaque jour que le meilleur est proche, quand nous bousculons les règles du jeu.

Jusqu'à l'élection présidentielle, je veux aller à la rencontre des cœurs et des esprits du plus grand nombre. **Je veux leur dire de résister à la tentation redevenue acceptable de pointer du doigt l'autre, le réfugié, l'assisté, le juif ou le musulman.** La stratégie du bouc émissaire et de la haine de l'autre, celle du FN et de ses imitateurs, je la combats car elle frappe au cœur la France que l'on

élection présidentielle

entretenus avec le Front National en sont la preuve. **Cette amicale du Kremlin n'est pas qu'une lubie passagère. Elle répond d'un rapport de force ancré dans le réel.**

L'influence de Poutine, c'est l'influence des énergies fossiles, du gaz et du pétrole. Notre dépendance à ces énergies et l'argent qu'elles génèrent sont des chaînes politiques et géopolitiques. Ce sont ces mêmes chaînes qui ont trop longtemps fait taire les responsables politiques français à propos des stratégies troubles de l'Arabie Saoudite ou du

Qatar vis-à-vis des mouvements salafistes et terroristes et vis-à-vis de la guerre menée au Yémen.

Notre projet, c'est le projet d'un pays, la France, et d'un continent, l'Europe, qui reprennent leurs responsabilités pour faire advenir un monde meilleur.

Une Europe désormais seule face à son destin car le parapluie américain s'est refermé pour longtemps. Seule pour se refonder, autour d'un projet démocratique de solidarité. Seule pour porter un projet global de coopération, de multilatéralisme et de gestion des biens communs.

Seule pour empêcher un nouvel ordre mondial fondé sur les égoïsmes natio-

naux et les replis identitaires. Pour cela l'Europe a besoin de la France autant que la France a besoin de l'Europe.

Notre projet c'est La France Vive.

La France Vive, c'est une France créative et bien en vie, ouverte sur le monde.

La France Vive est une célébration de la vivacité de chacun mise en œuvre au bénéfice de tous.

La France Vive, c'est la France d'aujourd'hui qui saura faire exister demain, et que nous léguerons à nos enfants.

La France Vive est le point de départ d'un nouveau projet pour notre pays : il en a besoin !

le 17 janvier 2017

Lettre aux adhérents

de Yannick Jadot, candidat des écologistes à l'élection présidentielle
et David Cormand, secrétaire national d'Europe Écologie Les Verts - Le 2 février 2017

Pour la première fois, les combats et les propositions portés depuis toujours par les écologistes sont au cœur des projets des candidats de la gauche à l'élection présidentielle. Avec des approches parfois différentes et des nuances certaines, s'exprime une volonté qui nous est commune de sortir des vieilles recettes inefficaces fondées sur la croissance et le productivisme, et de passer, enfin, à la transition écologique, démocratique et sociale de la France.

Les dernières semaines ont montré que les jeux de l'élection présidentielle sont loin d'être faits. Mieux encore, la mobilisation de la société civile autour d'un projet écologiste, social, européen et démocratique, et l'adhésion qu'il reçoit chez un grand nombre de Françaises et de Français, prouvent qu'une nouvelle espérance peut naître qui débouche sur une victoire.

L'espoir est de retour, avec l'écologie, le social et l'Europe en partage. Face à ce nouveau contexte, nous avons la responsabilité de réfléchir. C'est la raison pour laquelle nous devons ouvrir le dialogue avec Benoît Hamon, Jean-Luc Mélenchon et tous ceux qui se retrouvent dans cet esprit de recherche de convergences, pour construire un projet commun.

Personne ne serait à la hauteur de l'enjeu si chacun continuait à faire campagne dans son sillon, sans tenter de construire la convergence capable de faire gagner l'écologie.

Il y a urgence à dépasser les égos et les appareils politiques pour privilégier le projet de société et la dynamique collective. Sans préalable sur qui serait notre candidat commun.

Notre exigence doit être ailleurs : nous ne transigerons pas sur l'ambition que devrait porter un projet collectif et la cohérence de la dynamique. Au terme d'un travail collaboratif mené depuis le mois d'août grâce aux commissions thématiques et aux contributeurs par le biais de notre plateforme projet-ecologie.fr, notre mouvement a adopté en décembre son **projet Bien Vivre**, puis a été présenté le **projet présidentiel « La France Vive »**. Ce sont les bases de nos discussions, avec en priorité la clarification nécessaire sur :

- la **transition énergétique** et donc la sortie définitive du nucléaire, programmée, progressive et créatrice d'emploi ;
- une **sixième république** démocratisée, exemplaire, qui reconnaisse la participation citoyenne et généralise le scrutin proportionnel ;
- une **refondation de l'Europe** émancipée des lobbies, délivrée du dogme austéritaire, recentrée sur l'écologie, la solidarité et la démocratie.

Nous sommes sereins parce que depuis 1974, nous n'avons cessé de défendre un projet écologiste clair et cohérent, à chaque élection présidentielle.

Nous sommes déterminés parce que la France et le monde n'ont jamais eu autant besoin d'écologie.

Nous sommes ouverts parce que nous avons la conviction que la victoire est possible.

Vive l'écologie. Et vive la France vive.»

Les adhérents consultés mi-février ont approuvé les discussions avec les deux autres candidats. Une deuxième consultation fin février validera la nouvelle stratégie ou la poursuite de la campagne du candidat écologiste en autonomie.

La santé n'a plus la pêche

Ils n'avaient pas besoin de cela. Et pourtant, l'actuelle épidémie de grippe vient un peu plus saturer les Urgences de Clermont-Ferrand, Urgences dont le personnel est en grève 'silencieuse' depuis le mois d'octobre dernier... arborant un brassard qui témoigne du mal-être persistant et grandissant lié à leurs conditions de travail.

Si cette grève est silencieuse, elle n'en est pas moins profondément révélatrice de la désagrégation croissante d'un système de santé que le monde entier nous envierait.

En cette année de rendez-vous électoraux majeurs, la santé devrait être placée au cœur des débats politiques tant les enjeux sont transversaux ; elle risque malheureusement de n'être abordée que sous l'angle hyper restrictif de son impact budgétaire.

Les urgences au cœur d'une spirale infernale

Cela fait plusieurs années que le sujet est posé, que le malaise grossit sans qu'une réflexion de fond ni que des mesures d'ampleur ne soient envisagées.

Saturation de l'offre de soins en urgences, augmentation régulière de la demande, épuisement des personnels, absentéisme et démissions qui épuisent un peu plus ceux qui ont tenu jusque-là, tassement si ce n'est réduction des moyens affectés, en hommes comme en matériel... les Urgences n'en peuvent plus de survivre à l'urgence de leur propre situation.

Le symptôme d'une affection générale

Mais si la situation est dramatique, elle est surtout révélatrice de la faillite d'un système de soins qui n'est plus adapté aux territoires ni aux modes de vie actuels.

Et les Urgences sont le premier amortisseur de ces dysfonctionnements et carences qui résultent de plusieurs phénomènes interdépendants :

-> l'inadéquation d'un système de santé conçu par l'État trop verticalement, sans véritable prise en compte des besoins et des attentes de chaque territoire ;

-> la lente sénescence d'une médecine de ville qui ne joue plus son rôle de médecine de proximité, ou de premier échelon, du fait

– de l'évolution des aspirations des médecins libéraux en termes de modes de vie,

– du maintien strict d'un numerus clausus entretenant la pénurie de médecins et de praticiens ;

– de l'évolution de la relation médecin-patient (judiciarisation, attentes strictement prescriptives...);

-> le vieillissement de la population et le poids exercé par la gériatrie sur le système de soins d'urgences, faute d'exiger une médicalisation suffisante des EHPAD (Établissements d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes) qui, à la moindre alerte, se reportent sur les services d'urgence du système hospitalier ;

-> la hausse considérable du poids des ALD (Affections Longue Durées), maladies métaboliques et/ou environnementales qui constituent 60 % des dépenses remboursées et sont en croissance constante.

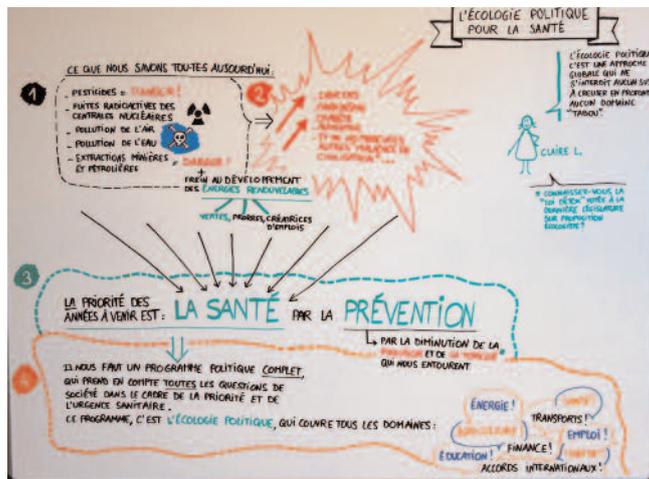
-> sans parler, bien évidemment, de la com-

Choix de société que la généralisation d'une approche managériale et budgétaire, au-delà des nécessaires considérations de coût, fait pencher du côté non plus sanitaire mais financier.

La création des GHT – Groupements Hospitaliers de Territoire (issus de la dernière loi de modernisation de la santé) – pose un certain nombre de questions intéressantes ; elle pourrait d'ailleurs constituer une évolution intéressante si elle dépassait la simple rationalisation et mutualisation des moyens : malheureusement les comités de pilotage de ces structures sont très peu ouverts, et trop soumis aux décisions des seules agences régionales de santé (ARS).

Contrairement à leurs prédécesseurs, les CHT (Communautés Hospitalières de Territoire), les GHT ne sont pas fondés sur un projet médical préalablement élaboré en commun autour de filières de territoires, mais sur la base d'un projet médical unique imposé par l'ARS sans prise en compte ni des besoins locaux en santé, ni des échelles pertinentes d'intervention.

L'hôpital de Brioude, par exemple, est rattaché au GHT de Saint-Etienne malgré son accès bien plus facile à Clermont-Ferrand.



binaison de la contrainte budgétaire et d'une approche de plus en plus managériale du secteur de la santé au travers de laquelle on pense contraindre la croissance des dépenses en fixant des objectifs contraint de dépenses. Si les dépenses de santé augmentent globalement de 3 à 4 % par an, l'ONDAM (Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie – soins de ville et hospitalisation) n'est jamais voté qu'avec une hausse d'environ 2 %.

Face à l'ensemble de ces nouveaux défis, le système hospitalier est sommé de s'adapter, quasiment seul, dans un contexte budgétaire de plus en plus contraint.

Des réformes à l'envers

Une réforme globale du système de santé et notamment du système hospitalier est donc absolument nécessaire. Encore faut-il l'aborder dans le bon sens.

Les dernières réformes ont systématiquement placé la rationalisation budgétaire – par ailleurs nécessaire – au centre des préoccupations. Or si la santé est reconnue comme une valeur collective et sociale en soi, elle peut imposer de lutter contre les gaspillages ou les dépenses inefficaces, elle ne peut en aucun cas être placée sous la coupe de valeurs strictement budgétaires et quantitatives. Cela relève d'un choix de société.

Cette réforme aurait pu jouir d'une certaine indulgence si elle s'était attaquée à deux écueils fondamentaux de nos politiques de santé :

– l'hyper-centralisation étatique qui accouche de dispositifs éloignés des réalités du terrain, avec un oubli des acteurs locaux et notamment des usagers ;

– une logique prioritaire de rationalisation budgétaire qui pose l'enveloppe budgétaire comme alpha et omega de la politique publique de santé.

Aussi, non fondée sur un projet médical préalable de territoire – alors que tout l'enjeu est là – la constitution des GHT repose essentiellement sur une volonté de mutualisation dont les modalités budgétaires et administratives vont aboutir à une filialisation des hôpitaux périphériques par rapport à l'hôpital support.

Ce qui risque à terme d'aboutir à une surcharge des hôpitaux supports, surtout si ceux-ci sont des CHU, comme cela est prévu sur Clermont-Ferrand, en dépit des recommandations de la loi. Cette réforme en Auvergne devrait donc aboutir à une saturation accrue du CHU, de ses personnels et de ses services. Bref, à l'aggravation de la situation actuelle.

[A suivre...]

François SKVOR

Projet de stockage de matières dangereuses au lieu-dit « le Palier » sur la commune de Montbeugny, 03.

Observations au dossier d'enquête publique

Lors de l'enquête publique de 2010 relative au projet de logiparc à Montbeugny, il nous avait été précisé que cette plate-forme logistique pourrait tout accueillir sauf du nucléaire. Nous voici en 2016 avec ce projet de stockage de matières dangereuses; projet pour lequel le groupe local Europe Ecologie Les Verts soumet les observations suivantes.

1. La question du transport de ces produits :

Le choix retenu est celui de la route et des poids lourds dont le trafic sur la RD 12 augmenterait de 130% (150 PL /jour soit 300 cycles aller-retour). Ce choix implique un élargissement de cette route départementale sur 3,5km ; **travaux dont l'impact sur l'emprise des terres agricoles, l'environnement et ses conséquences sur l'activité du ou des paysans riverains devrait figurer à ce dossier d'EP. Cette carence avait été soulevée en 2010 dans l'avis rendu par l'autorité environnementale.**

La seule information dont nous disposons dans ce dossier concernant la voie ferrée traversant le logiparc indique la réservation quotidienne de 11 sillons dont 6 utilisés. Pour quel usage ?

Ce choix du tout routier présente deux inconvénients majeurs :

1) Il ne correspond pas aux engagements de la COP 21 en matière de lutte contre les émissions de CO2 et de réduction de la pollution.

2) Ces camions, de part la nature des matières toxiques transportées constitueront eux-mêmes « de petits SEVESO ambulants » dont les conséquences pour les usagers de la route pourraient être catastrophiques en cas d'accident.

En consultant les articles parus dans les n° 23 et 27 du magazine

d'information de Moulins Communauté « Ensemble », le Logiparc est conçu avec une offre ferroviaire aux entreprises présentes sur le site ceci avec la société Agénia, opérateur ferroviaire de proximité.

Le dossier d'EP devrait proposer cette alternative ferroviaire ; n'est-il pas qualifié de « logiparc écolo » dans le n°27 du magazine Ensemble !

2. La nature des produits stockés :

Ce n'est un secret pour personne que les matières stockées, toxiques, très toxiques (comme précisé au dossier) de part leur nature et leurs quantités feraient courir un risque certain pour l'environnement et les populations voisines. Le bâtiment est conçu sous la forme de 6 cellules de 3000 m2 ; une cellule pouvant contenir 4000 tonnes de liquide inflammable, cela peut effectivement laisser craindre le pire.

En quoi, le scénario d'incendie d'une ou deux cellules peut-il être classé « zone de risque acceptable » au sens de l'arrêté du 29-09-2005 ?

C'est faire peut de cas de l'environnement et du voisinage. Tout au plus l'incidence sur l'aérodrome est-elle relevée !

Parmi les produits stockés, j'ai relevé les pesticides dont ceux en attente de recyclage; parmi la liste des molécules jointe au dossier, on trouve notamment le paraquat, interdit par la justice européenne en 2007 ; de l'alachlore molécule du Lasso, herbicide de Monsanto, interdit en France depuis 2007....Si de tels produits sont toujours en circulation depuis leur interdiction, je suggère que les Bayer, Syngenta, Monsanto..... se chargent de les récupérer.

Non contents d'avoir empoisonné la Terre et ses habitants avec leur chimie, c'est encore à la société de supporter les coûts de la mise à l'écart de ces toxiques.

Quant à la référence à l'économie circulaire dans ce domaine, je trouve cela pour le moins caricatural : cette nouvelle forme d'économie consiste à produire sans déchets et non pas à fabriquer des molécules toxiques dont on ne sait que faire ensuite !

3. Quelles conséquences pour les habitants, l'environnement ?

Potentiellement 16 528 habitants-es sont concernés-es dans un rayon de 3 km. L'analyse des polluants « classiques » générés par le trafic poids-lourds met en évidence la production de 283kg de CO2 quotidiennement, sans compter les particules fines, benzène, oxyde de carbone....

Le tout sera dilué dans l'atmosphère (comme cité au dossier) mais ne disparaîtra pas pour autant !

Au chapitre « Etude d'impact », j'ai relevé que l'incidence sur les riverains consiste à « traiter les effets de l'installation dans le cadre d'un fonctionnement «normal » ; l'exposition potentielle des populations sera d'ordre chronique (faibles doses pour un temps d'exposition long).

Les riverains sont donc considérés comme des cobayes : quelles seront les conséquences des ces faibles doses sur la santé publique ?

Hormis le fonctionnement dit normal, le risque incendie est analysé sous l'angle de l'effet thermique ; qu'en est-il du risque chimique ? Quatre habitations sont situées à proximité, les polluants ne retomberont pas dans le périmètre comme des boules de pétanque....

4. D'autres risques qui ne sont pas exclus :

Il s'agit de défaillances matérielles, d'actes de malveillance, attentat, de défaillances humaines...

La liste des accidents sur les dépôts chimiques jointe au dossier

est impressionnante.

Une surveillance humaine permanente viendra t-elle compléter le système d'alarme ? Un bâtiment sécurisé et fermé, en dehors des jours d'activité, ne risque t-il pas d'entraver l'action des pompiers en cas d'incendie ?

Cette usine va réceptionner, stocker et reconditionner des matières dangereuses : **quelles seront les mesures de protection dont seront dotées les salariés-es ?**

5. Quelle image pour le Logiparc ?

Il est permis de s'interroger si la nature de ce projet de stockage de matières dangereuses ne va pas décourager l'installation d'autres entreprises plus vertueuses en matière d'environnement.

6. Une tête de bassin versant menacée :

La rivière l'Ozon, dont la tête de bassin versant se trouve sur le site se retrouverait exposée à la pollution en cas d'accident ; pollution qui rejoindraient l'Acolin puis la Loire.

L'Acolin traverse ensuite la zone de Pomay, classée Natura 2000 ! La station d'épuration présente sur le logiparc équipée en sortie d'un jardin filtrant ne sera d'aucun rempart à une pollution chimique sévère.

En conséquence, nous ne pouvons accepter ce projet de stockage de matières dangereuses et vous demandons de rendre un avis négatif au dossier d'enquête publique.

Gérard MATICHARD,
porte-parole
Groupe local EELV Moulins

La COP22 de novembre dernier à Marrakech a été celle de l'in-décision. Les États se sont montrés incapables d'avancer, remettant à plus tard les décisions nécessaires. **Face à cette urgence climatique dont les conséquences sont vitales, l'engagement des collectivités locales et des acteurs de la société civile constitue un bouclier indispensable pour nos concitoyens.**

C'est le sens de l'engagement des élus écologistes dans la majorité municipale clermontoise : amorcer la transition dont le monde a besoin, mais aussi préparer notre territoire aux mutations et aux crises à venir, en rompant avec un système d'exploitation à bout de souffle et en privilégiant les leviers de création de richesses renouvelables et de réduction des inégalités.

Durant les 3 premières années de ce mandat nous nous sommes dotés d'un cadre fondateur, un Plan Local d'Urbanisme écologique, fixant des limites à l'extension de la ville, faisant le pari de la mixité

sociale et des liens renoués entre l'urbain et la nature. Ce sera un point d'appui essentiel à nos politiques de renouvellement urbain, à nos politiques énergétiques et de mobilités durables.

Par ailleurs, avec l'arrivée cette année du Bio dans les cantines scolaires de Clermont-Ferrand, nous ouvrons la voie à une démarche tournée vers une alimentation locale et de qualité, créatrice d'emplois sur nos territoires.

Enfin, la Communauté Urbaine permet de changer d'échelle, sous réserve de fixer un cap et un cadre politique clair et cohérent. Elle offre une opportunité de disséminer plus efficacement nos propositions et projets publics qui hâteront la transition écologique.

Face à l'ampleur des défis, le fatalisme n'est pas de mise.

Nous vous souhaitons une excellente année 2017.

Dominique Rogue-Sallard, Nicolas Bonnet, Odile Vignal

Clermont : en route vers le Bio... et bien plus

Voté le 16 décembre 2016, le budget 2017 de Clermont-Ferrand dégage 200 000 euros pour l'achat de produits Bio dans les cantines scolaires de Clermont-Ferrand : l'objectif est de maintenir cet engagement sur plusieurs années en vue de parvenir à 40% de Bio dans les menus à l'horizon 2020.

Trois questions à Dominique Rogue-Sallard, conseillère municipale EELV déléguée à la restauration scolaire qui coordonne cette politique.

Le BP 2017 marque un véritable effort en direction du Bio dans les cantines. En quoi est-ce une nouveauté ?

Déjà c'est le respect d'une promesse de campagne et le respect de ce Pacte que notre majorité a passé avec les Clermontois suite à l'augmentation incontournable des impôts que nous avons dû mettre en oeuvre l'année passée.

Cette décision est aussi l'aboutissement d'une demande politique forte et constante des élu-es écologistes depuis des années à Clermont-Ferrand.

En matière de Bio, nous ne partons pas de rien; mais nous allons avancer beaucoup plus vite et aller beaucoup plus loin. Sur les 5 composantes du menu des élèves de nos écoles, nous en aurons un peu plus de 2 en moyenne qui seront Bio d'ici 2020.

Nous pourrions aller beaucoup plus vite, mais l'idée est de réussir cette transition culinaire auprès des élèves, des enseignants et bien évidemment des services et personnels de la Ville comme des fournisseurs.

Nous ne faisons pas du Bio pour du Bio, nous en faisons pour globalement manger mieux.

L'urgence est-elle au Bio ou au local ?

Il ne faut pas opposer les deux. Au contraire, il faut en chercher les liens. Parce que manger mieux, ce n'est pas seulement manger Bio, c'est aussi connaître l'origine de ses aliments, en apprécier la qualité, les saveurs et les vertus, c'est adapter, autant que faire se peut, son alimentation à son appétit – limiter les gaspillages, l'adapter aux saisons, s'adapter aux productions locales qu'il faut essayer de diversifier. C'est globalement réduire l'impact écologique de notre alimentation, en assurer la qualité et la pérennité.

Aussi notre travail ne va pas s'arrêter au Bio. Dès janvier prochain, nous nous attellerons à redéfinir les critères de nos marchés publics d'approvisionnement alimentaire afin de cibler le Bio local, les approvisionnements de proximité. Et ce, dans l'optique de monter progressivement en puissance, via un travail en

partenariat avec les services de la Ville et les professionnels de nos UPC (Unités de Production Culinaire). C'est un travail de longue haleine qui demande de recueillir l'assentiment et le soutien de tous ceux qui sont impliqués. L'alimentation n'est pas un sujet anodin.

Au-delà du budget 2017, quelle est la perspective qu'ouvre cet engagement ?

Le Bio n'est effectivement pas une fin en soi. Ce n'est qu'un début, qu'une impulsion. Pour les écologistes, ce qui importe c'est de réussir à enclencher des transitions, et c'est à quoi nous aspirons avec le Bio. Avec en ligne de mire, une conversion patiente de nos habitudes alimentaires et de celles de nos enfants, la création de filières agricoles locales pouvant répondre à nos besoins, bref l'émergence d'une véritable politique agricole et alimentaire de bassin qu'on verrait bien se cristalliser dans le cadre de la future Communauté urbaine et métropole. C'est notamment ce à quoi travaille ma collègue Odile Vignal à l'agglomération.

L'alimentation est autant une question culturelle et éducative, qu'une question de santé et d'économie. Notre ambition est d'en faire une préoccupation politique centrale à Clermont-Ferrand.

Voilà 1 an que Laurent Wauquiez est élu à la tête de la région Auvergne Rhône-Alpes. **Les observateurs nationaux considèrent cette région comme un laboratoire, une terre d'expérimentation de la ligne majoritaire chez Les Républicains aujourd'hui.** Cette ligne, incarnée par le candidat à la présidentielle François Fillon au niveau national, est déjà mise en oeuvre chez nous par Laurent Wauquiez.

En vue de l'élection présidentielle de 2017, les 8 élu-e-s du groupe du Rassemblement (EELV / Parti de Gauche / Nouvelle Donne) veulent aujourd'hui témoigner et alerter sur ce qui se passe dans la région. **Cette droite dure mène des politiques aux dégâts irréversibles. Il est de notre responsabilité d'y résister et de soutenir un autre projet de société.** La droite dure au pouvoir, ce n'est pas une sinécure. Ça laisse quand même pas mal de monde au bord de la route.

Alors voilà 6 points tirés de notre expérience en première ligne pour montrer que ce ne serait franchement pas une bonne idée de laisser faire Fillon.

1 – Avec la droite dure, devenez une star des caméras (de vidéosurveillance). La sécurité était le maître mot de la campagne de Laurent Wauquiez. Qui a oublié sa sortie sur le Guantanamo des fichés S au lendemain des attentats du 13 novembre ?

A la région, son obsession ne l'a pas quitté puisqu'il a décidé d'investir massivement (40 millions d'euros) dans la vidéosurveillance. Aucun lycée, ni gare n'échappe aux caméras. Il a même proposé un dispositif pour aider les communes à en installer de nouvelles dans les espaces publics. Tout cela, sans accorder aucune importance aux études prouvant l'inefficacité de la vidéosurveillance et tout en supprimant parallèlement un certain nombre de postes d'accompagnateurs humains, bien plus à même d'assurer notre sécurité que les caméras.

La dernière en date : les policiers pourront circuler gratuitement sur le réseau de TER, en dehors de leurs heures de service mais en possession de leur arme.

2 – Avec la droite dure, c'est la manif pour tous à tous les étages

L'égalité des droits, l'émancipation, l'éducation sexuelle, la prévention ... Ce n'est pas la tasse de thé de la majorité régionale en Auvergne Rhône Alpes. Preuve en est l'élection à la Région d'Anne Lorne, coordinatrice régionale de la «Manif pour Tous» et déléguée nationale de l'association « Sens commun ». Elle avait déclaré : « Si j'étais élue, les premiers à voir leurs subventions sauter seraient LGBT et SOS Racisme. »

Et on n'en est pas loin. Les associations

telles que le Planning familial (-70 000 €), le Centre d'information sur le droit des femmes et des familles (- 80 % de leur subvention), l'association de lutte contre le sida (- 7 000 €) y perdent grandement.

L'avenir du Pass' Contraception, dispositif d'accompagnement des jeunes mis en place par l'ancienne majorité est aujourd'hui dans le flou le plus total...

3 – Avec la droite dure, l'environnement ça commence VRAIMENT à bien faire

Sarkozy avait prévenu... Laurent Wauquiez l'a fait.

La protection de l'environnement est vraiment le cadet de ses soucis. Pendant la campagne, il se targuait déjà de débarrasser la région des ayatollahs verts qui pullulaient. Il a réitéré au Sommet de l'élevage en octobre dernier en confiant aux journalistes : « J'avais dit qu'on allait dégager les bobo – écolos qui ne représentent qu'eux : c'est fait ! »

Et de fait. Les associations de protection de la nature telles que la FRAPNA ou la LPO ont vu leur subvention fondre comme neige au soleil, tandis que la Fédération régionale des chasseurs a vu la sienne multipliée par 40. Côté agriculture ? C'est pareil ! Les réseaux et associations de terrain se sont vu confisquer leur fonds et leurs missions au profit des chambres d'agriculture, liées comme chacun sait au lobby industriel de la FNSEA.

Enfin, et alors que la Région ne finançait plus les routes depuis 10 ans, c'est 132 millions d'euros qui ont été fléchés sur le projet aussi inutile que dispendieux d'A45 (doublement d'autoroute entre Saint-Etienne et Lyon, déjà promise à Vinci).

4 – Avec la droite dure, la tradition républicaine d'accueil de la France en prend un coup

En Auvergne Rhône Alpes, Laurent Wauquiez est à l'origine de la pétition « Non à la création de « jungles » sur l'ensemble du territoire national ». Cette pétition, non sans rappeler celle du Front National lancée au même moment, visait à affirmer le refus de Laurent Wauquiez d'accueillir 1784 réfugiés sur le territoire régional – qui compte 8 millions d'habitants.

Laurent Wauquiez a donc choisi de bafouer l'article 13 de la déclaration Universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen qui dit que « Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat » et piétine ainsi allègrement les valeurs républicaines et humanistes de la France.

5- Avec la droite dure, le cancer de la société reste l'assistanat

C'était en 2011 que Laurent Wauquiez pro-

nonçait sa célèbre phrase : « L'assistanat est aujourd'hui l'un des vrais cancers de la société française ».

Il a souhaité concrétiser sa thèse dans son laboratoire Auvergnat-Rhônealpin en faisant signer des conventions aux bénéficiaires du RSA. Cette convention s'intitule « droits et devoirs », mais on a eu beau chercher, on n'y a trouvé que des sanctions en guise de nouveauté : le bénéficiaire du RSA doit choisir une formation pour un métier en tension (ils sont listés et ils ne sont pas très funky). Si le bénéficiaire arrête sa formation pour une raison x ou y (ce qui peut arriver), il se voit privé de réduction dans les transports en commun, de ses droits au RSA, et ne peut plus s'inscrire à aucune nouvelle formation pendant deux ans (ce qui avouons le, ne l'aide pas trop à sortir de sa situation). **Voilà comment les bénéficiaires du RSA sont traités, et précipités dans l'extrême précarité.** Bien joué. Plus largement, c'est la formation professionnelle qui déguste puisqu'en 2016, le nombre de formations qualifiantes et certifiantes est passé de 35 000 à 15 000.

6- Avec la droite dure, plus c'est gros plus ça passe

Un truc qui est très agaçant dans notre fameux laboratoire régional, c'est que tout est pensé en termes de communication. On en fait tous et c'est normal, mais **il est tout de même assez ahurissant de voir le Président de Région annoncer ses futures mesures à la presse sans que quiconque n'ait eu vent de l'idée auparavant** – et donc a fortiori avant même de l'avoir votée. C'est donc dans la presse que nous prenons connaissance des politiques menées par le Conseil régional où nous représentons les citoyens. Les assemblées régionales ne sont que des chambres d'enregistrement des annonces faites aux journalistes quelques jours ou semaines auparavant. Nous allons ainsi approuver demain, le 15 décembre, le plan thermal d'ores et déjà lancé en grande pompe le 7 novembre à Châtel-Guyon par Laurent Wauquiez et son exécutif.

Il est donc impossible d'imaginer un semblant de débat démocratique dans notre collectivité, et ce n'est pas notre nouvelle charte éthique (encore un effet de com') aussi vide de sens que d'intention qui permettra un retour à la normale.

On en a passé, sur le cumul des mandats, la culture, l'international, les canons à neige et autres joyusetés, mais voici déjà un panorama qui permet de se faire une idée. **Et là on ne parle pas de promesses électorales ou de politique-fiction, mais d'une réalité bien concrète. Qui fait de gros dégâts.**

Fatima Parret et ses collègues du Rassemblement citoyen

Projet de loi de finances 2017 :

Abstention des écologistes qui regrettent le manque d'ambition du dernier budget du quinquennat

Les députés EELV se sont abstenus sur le Projet de loi de finances (PLF 2017) en lecture définitive, regrettant, malgré quelques avancées issues des débats parlementaires, un budget qui manque d'ambition.

Pour la quatrième année consécutive, les dotations aux collectivités locales sont en baisse : 2,6 milliards d'euros portant le total de l'effort à 12 milliards sous le quinquennat. Sur le terrain, l'investissement des collectivités a reculé de 17%, avec des conséquences très concrètes : réduction voire fermeture des services publics de proximité (crèches, colonies, MJC, centres de santé, ...) et augmentation des impôts locaux.

L'écologie est également le parent pauvre de ce PLF : le gouvernement a soutenu la proposition d'amendement socialiste d'abrogation de la taxe poids lourds, tandis que les effectifs du ministère de l'écologie et de ses opérateurs diminuent encore de 800 équivalents temps plein, soit 10% au total sous la législature. Dans le même temps, les députés EELV regrettent **l'entêtement du gouvernement à soutenir la filière nucléaire** en recapitalisant à hauteur de 8 milliards d'euros les entreprises EDF et Areva. « Pendant tout ce quinquennat, le gouvernement a répété qu'il n'y a pas d'autre politique possible. C'est à la fois faux et dangereux, puisque leurs choix budgétaires n'ont pas démontré leurs efficacité économique », a regretté la vice-présidente écologiste de la Commission des finances, à l'occasion de la discussion générale.

Les amendements pour favoriser la relance écologique n'ont pas été retenus alors qu'ils

sont susceptibles de créer 330 000 emplois dès 2020. Pour ce faire, les députés EELV proposaient d'augmenter les budgets des opérateurs de la transition écologique, par exemple pour l'Agence de financement des infrastructures de transports (AFITF) à qui il manque 800 millions d'euros pour financer les projets de mobilité durable. Autre piste proposée, l'augmentation du budget de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) pour la rénovation thermique des logements, susceptible de diminuer les factures énergétiques des ménages, de créer de l'emploi tout en réduisant les émissions françaises de CO₂. **Soucieux de proposer des solutions contre le chômage de masse, les députés EELV ont fait preuve d'ouverture pour une politique d'aide aux entreprises mieux ciblée pour celles qui créent effectivement de l'emploi, à savoir les TPE et PME.** Ainsi, ils ont soutenu l'amendement de la rapporteure proposant la création d'un taux préférentiel d'impôt sur les sociétés à 15% pour les PME, tout en regrettant que leur proposition de modulation du Crédit d'impôt compétitivité emploi n'ait pas été retenue, malgré les rapports annuels qui pointent son inefficacité en faveur des grandes entreprises.

Toutefois, les députés EELV sont parvenus à augmenter le taux de la taxe sur les transactions financières (TTF) de 0,2 à 0,3%. « C'est une disposition doublement vertueuse puisque la TTF permet de réguler la spéculation financière tout en finançant l'aide publique au développement » se félicite Eva SAS, tout en regrettant le recul du gouvernement sur les opérations dites intra-day.

De plus, Sergio Coronado, député EELV des Français de l'étranger, regrette que « le quinquennat qui s'achève a fait de la jeunesse et de l'éducation une priorité. Malheureusement, cette priorité s'est arrêtée aux frontières nationales puisque cette année encore le budget de l'agence de l'enseignement du français à l'étranger – AEFE, qui pilote les établissements français à l'étranger est en baisse de même que le budget des bourses. Cette situation fragilise les familles, affaiblit le réseau éducatif qui est un pilier de notre présence dans le monde, un outil de notre diplomatie d'influence ».

Enfin, les députés écologistes ont soutenu la diminution d'un milliard d'euros de l'impôt sur le revenu pour les personnes aux revenus modestes (jusqu'à 18 500 euros par an et par personne) et l'extension du crédit d'impôt de 50% pour l'emploi de services à domicile aux retraités et aux personnes handicapées. Cependant, **ils regrettent que durant ce quinquennat, la fiscalité aura principalement servi à soutenir les entreprises aux dépens des ménages et des collectivités** : 30 milliards de prélèvements supplémentaires sur les ménages, 12 milliards d'euros en moins pour les entreprises.

Paris, le 21 décembre 2016

Danielle AURO

Députée du Puy-de-Dôme

Lyon-Turin : un tunnel à 10 milliards d'euros et d'un coût global de 21,6 milliards d'euros . Est-ce bien raisonnable ?

L'Assemblée nationale a examiné ce jeudi 22 décembre 2016 en procédure simplifiée le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord pour **l'engagement des travaux définitifs** de la section transfrontalière de la nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin.

Alors que les avis rendus par de grandes instances sont pour le moins sceptiques (et parfois défavorables) quant à l'utilité et/ou la rentabilité du projet, **le Gouvernement et la majorité parlementaire n'ont malheureusement pas tenu compte de ces mises en gardes.** La Cour des comptes dans une étude établie en février 2011 pour la société Lyon-Turin Ferroviaire établit que **la rentabilité du projet n'est donc pas possible.**

Cet investissement qui va être en grande partie supporté par le contribuable est-il le plus pertinent alors que les finances de la SNCF et de l'Etat sont en déficit chronique ?

Michèle Bonneton a déclaré : « **Les milliards dépensés dans le Lyon-Turin ne le seront pas pour assurer la sécurité de l'ensemble du réseau, sa maintenance et sa modernisation qui devraient être la priorité** ». Elle a ajouté : « Ce projet est un projet tourné vers le passé, à l'époque où les études prévoyaient une augmentation du trafic considérable entre la France et l'Italie ». Toutes les prévisions se sont révélées erronées. Non seulement le trafic n'a pas augmenté

dans les proportions annoncées, mais il a diminué avant même la crise de 2008.

Il ne faut pas non plus oublier que ce projet n'a toujours pas de financement établi : « **Il a été demandé aux parlementaires de voter pour un projet dont il est à ce jour impossible de savoir comment il sera précisément financé** ! et par conséquent en ne respectant pas les termes de l'accord franco-italien de 2015. » a conclu Michèle Bonneton.

De plus, au Sénat, lors de l'examen de la loi montagne, en toute dernière minute, le gouvernement a déposé un amendement, véritable **cavalier législatif, déléguant à la société chargée de la réalisation et l'exploitation du Lyon-Turin le soin de procéder aux expropriations nécessaires au projet.** C'est ainsi que sans étude préalable et sans que l'Assemblée nationale n'est pu l'examiner, l'État s'est désaisi de son pouvoir régalié d'expropriation pour un projet d'une telle envergure.

Depuis 2012, les parlementaires écologistes n'ont cessé de dénoncer la mise en œuvre de la liaison Lyon-Turin, à la fois inutile et d'un coût sans commune mesure avec le service attendu. Les 20 à 26 milliards prévus seraient mieux utilisés pour les besoins de transports de tous les jours et pour le développement local.

Nous sommes les 99 %....

Dans le monde, depuis 2015, 1% des plus riches détiennent autant de richesses que les 99% restants. C'est ce que révèle Oxfam* dans son étude « Une économie au service des 99% » publiée en amont du sommet économique mondial de Davos.

Cette étude révèle aussi que 8 personnes détiennent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de l'humanité ! Une personne sur dix dans le monde vit avec moins de 2 dollars par jour...

Paradoxalement, les trois quarts des habitants de cette planète qui ont faim sont des paysans.

Le rapport d'Oxfam souligne en détail comment les grandes entreprises et les individus les plus riches exacerbent les inégalités, en exploitant un système économique défaillant, en éludant l'impôt, en réduisant les salaires et en maximisant les revenus des actionnaires.

Des sommes d'argent considérables qui échappent à la solidarité !

Les entreprises optimisent leurs bénéfices en allégeant le plus possible leur charge fiscale. Pour cela, elles recourent aussi aux paradis fiscaux ou incitent les pays à proposer une fiscalité attrayante. La France n'est pas en reste puisqu'elle vient d'abaisser son taux d'imposition sur les sociétés de 33 à 28% et qu'elle continue de multiplier les crédits d'impôts aux entreprises qui coûtent à l'Etat plus de 83 milliards d'euros par an.

Tu mangeras quand tu seras compétitif !

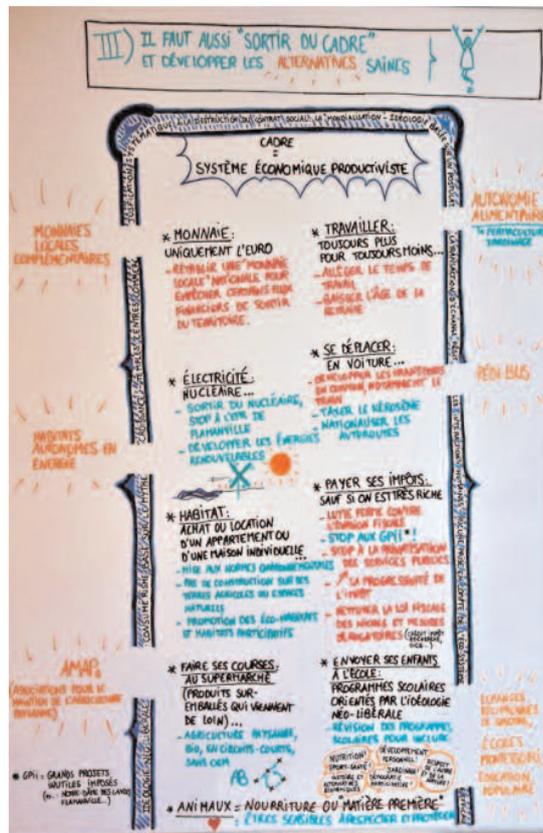
Ici et dans le monde, des millions d'Hommes, Femmes, Enfants sont laissés-pour-compte au nom de l'obsession financière d'une minorité et son corollaire, la destruction de l'environnement, le sacage de la planète, les maladies, les pollutions, l'absence de droit au logement, à l'éducation, aux soins....

Ce n'est pas une fatalité ! Face à tant d'indignité, face à quadruple crise (sociale, écologique, économique et démocratique), les responsables politiques doivent retrouver le chemin de la POLITIQUE, à savoir, prévoir, anticiper et se préoccuper du sort de l'ensemble des citoyennes au lieu d'une petite minorité privilégiée.

La maxime des écologistes « penser global, agir local » est plus que jamais d'ac-

tualité pour avancer vers un nouveau modèle de civilisation. Les leviers pour agir existent, à commencer par la France, pays des Droits de l'Homme, qui se devrait d'être exemplaire afin d'amorcer ce changement.

Nous ne manquerons pas, dans le cadre des campagnes électorales annoncées de remettre sur le devant de la scène nos propositions pour lutter contre cette pauvreté chronique et les dégâts écologiques ou plutôt, comme l'expliquait



Susan GEORGE, lutter contre la paupérisation généralisée et ses causes.

*Oxfam, c'est l'histoire d'un petit groupe de personnes à Oxford, en Angleterre, qui pendant la seconde guerre mondiale, décide de se mobiliser afin que des vivres soient envoyés, malgré le blocus naval des alliés, aux femmes et enfants souffrant de la faim en Grèce, pays alors occupé par les nazis.

Le nom « Oxfam » vient de « Oxford Committee for Relief Famine

Aujourd'hui Oxfam est devenue une confédération regroupant 18 organisations

Gérard Matichard

FNSEA : un empire agricole

L'émission Pièces à convictions a enquêté sur les pratiques du syndicat agricole tout-puissant.

Elle confirme le lobbying intensif auprès des députés pour empêcher le vote de lois protégeant consommateurs ou biodiversité, si celles-ci grignotent leur dividendes, dont la dernière en date sur les néonicotinoïdes.

Mais l'action fneasienne ne s'arrête pas aux pressions, tout est permis. La sécheresse sévit dans le Cantal et l'herbe se fait rare ? la collectivité ne peut pas subventionner un syndicat ? pas grave, il suffit de créer une association et hop 158.000€ peuvent sortir tranquillement de la poche des cantaliens pour acheter le foin... qui ne sera fourni qu'aux agriculteurs adhérant au syndicat majoritaire, condition obligatoire pour toucher l'argent public !

Les chambres d'agriculture sont quasiment toutes aux mains de la Fnsea. Quand, comme dans le Puy-de-Dôme, elle arrive dans d'autres mains, les pratiques mises à jour confirment les conflits d'intérêt. La Chambre aurait subventionné directement l'Union départementale SEA, près de 90.000€ par an, 421.000€ sur 4 ans. Le ministère de l'agriculture reste muet.

Autre organisation monopolisée par le syndicat, la SAFER, chargée d'attribuer les terres agricoles. Elle oppose son droit de préemption dès qu'un acheteur n'est pas du sérail. D'où l'expansion des exploitations existantes au détriment des nouveaux venus même si leur projet est pertinent.

Mais, direz-vous, que font les collectivités participant à ces organisations ? Eh bien elles sont dirigées par les mêmes bien sûr, et ne font donc ...rien. Rappelez-vous aux moments des municipales, l'appel du syndicat à ses adhérents de « participer pleinement à la vie municipale ». Et, pour finir, on arrive ainsi au verrouillage des parrainages pour les candidats à la présidentielle. La boucle est bouclée.

Dominique Dumazel

Procès des faucheurs de chaises : c'est les banques qu'il faut juger !

9 janvier 2017

EELV apporte tout son soutien à Jon Palais et aux faucheurs de chaises. Le militant altermondialiste, défendu par l'avocate Eva Joly, comparait ce jour à Dax pour le vol de 14 chaises dans une agence parisienne de BNP Paribas, dans le but de dénoncer l'impunité des banques qui organisent l'évasion fiscale.

Pour les écologistes, c'est l'évasion fiscale en bande organisée qu'il faut juger !

Les grandes banques françaises sont responsables du détournement de milliards d'euros mais cette évasion fiscale reste impunie. Ainsi la Société Générale et la BNP Paribas peuvent elles chacune loger plus de 30% de leurs bénéficiaires dans les paradis fiscaux en toute impunité. On sait de plus grâce aux « Panama Papers » qu'elles ont créé respectivement plus de 900 et plus de 400 entreprises offshore

pour le compte de leur clients, rien qu'au Panama, sans être inquiétées.

La mobilisation de la société civile, des lanceurs d'alerte aux associations en passant par les médias, est indispensable pour obtenir des pouvoirs publics qu'ils affrontent les lobbys si puissants et prennent les mesures qui s'imposent.

La lutte contre l'évasion fiscale et la nécessité d'engager une harmonisation fiscale à l'échelle européenne sont au cœur du projet écologiste. Les centaines de milliards d'euros qui échappent actuellement aux Etats et donc aux citoyens de ces Etats permettraient d'engager les réformes indispensables au changement de modèle de développement pour lequel nous nous battons quotidiennement.

Julien Bayou, Sandra Regol, porte-parole nationaux

Yannick Jadot, candidat écologiste à la présidentielle, était présent à Dax, accompagné de Julien Bayou, porte-parole national et des écologistes locaux.

Aide aux réfugiés : la solidarité n'est pas un délit

6 Janvier 2017

Le Tribunal correctionnel de Nice a prononcé la relaxe de Pierre-Alain Mannoni, poursuivi pour avoir convoyé des réfugiés érythréens malades et épuisés dans sa voiture. Le Tribunal a rappelé que « l'aide au séjour d'un étranger pour lui assurer des conditions dignes et décentes ou visant à préserver son intégrité physique n'est pas pénalement punissable ».

Europe Écologie Les Verts salue cette décision qui reconnaît que l'aide aux personnes migrant-e-s en détresse n'est pas pénalement répréhensible. Elle sonne comme une victoire pour toutes celles et ceux qui s'engagent au quotidien auprès des migrants.

Europe Écologie Les Verts rappelle néanmoins que ces poursuites ne sont pas

sans conséquences sur le travail des associations et des personnes qui viennent en aide aux réfugié-e-s. **La simple possibilité d'être poursuivi en justice, pour avoir apporté son aide aux réfugié-e-s fait peser une menace inacceptable sur une action pourtant nécessaire.** Cela intimide les citoyens et tend à inhiber les actions spontanées de solidarité qui se mettent en place pour pallier les défaillances de l'État.

Alors que le gouvernement s'était engagé à accueillir 30 000 réfugié-e-s avant 2017, ce qui est un chiffre ridiculement faible au regard de la demande et de notre capacité d'accueil, il n'en a même pas été capable. Pourtant, l'accueil de réfugiés découle des droits de l'homme et est un devoir auquel la France s'est engagé, notamment par la Convention de Genève.

Nous dénonçons de ce fait les poursuites qui sont toujours en cours, notamment celle qui vise Cédric

Herrou, agriculteur dans la vallée de la Roya, auquel nous apportons, comme à toutes celles et tous ceux qui font œuvre de solidarité envers les plus démunis-e-s, tout notre soutien.

Plus que jamais, il est indispensable que l'État et l'Union européenne favorisent ces initiatives. **Nous demandons donc l'abolition du délit de solidarité, ainsi qu'un statut juridique pour les aidants afin de renforcer le devoir d'assistance.** Les poursuites et le risque de condamnation ne sont pas le fait des magistrats, mais les conséquences de la loi, qu'il faut donc modifier.

Il est possible de relever de manière digne ce défi humanitaire. Il est du devoir de la France et de l'Europe d'accueillir toutes celles et tous ceux qui cherchent refuge chez nous.

Julien Bayou et Sandra Regol, porte-parole nationaux

Brexit : la Première ministre britannique tourne résolument le dos à l'Europe

Après sept mois d'incertitudes, la Première Ministre britannique, Theresa May vient de préciser les modalités de la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne décidée à une courte majorité (51,89 %) lors du référendum du 23 juin dernier.

Le virage est des plus brutaux, conforme au souhait des plus fervents adeptes conservateurs du néo-libéralisme : **sortie du marché unique européen** pour permettre la fin de la libre circulation des personnes et le contrôle strict des frontières, **fin de l'union douanière avec l'UE** pour pouvoir négocier ses propres accords de libre-échange, particulièrement avec les États-Unis et la Chine, **retrait de la Cour de justice de l'UE** pour éviter que sa jurisprudence ne continue de prévaloir sur le droit britannique.

Face à cette clarification brutale, qui privilégie le repli sur soi et le rejet des migrants aux vertus d'une appartenance à l'UE pourtant très avantageusement négociée, **EELV appelle l'Union européenne à montrer un front uni et ferme pour défendre ses valeurs et acquis fondamentaux** au cours des longues négociations qui s'ouvriront, après l'activation, fin mars, par Theresa May de l'article 50 du Traité de Lisbonne, afin d'éviter que le Royaume Uni ne puisse emporter les avantages sans les contreparties et ne pas encourager d'autres sécessions à l'heure où les populismes grimpent en Europe.

L'Union européenne devra favoriser toutes les options permettant le **maintien en son sein de l'Écosse et de l'Irlande du Nord** qui ont massivement voté contre le Brexit lors du référendum, et se retrouvent prisonnières de la décision de l'Angleterre et du Pays de Galles, démographiquement plus importants. Elle devra insister sur le maintien des droits actuels des trois millions de citoyen-ne-s de l'UE au Royaume Uni et des 1,7 millions de ressortissant-e-s britanniques dans l'UE. Elle devra s'opposer fermement aux menaces de transformation du Royaume Uni en un paradis fiscal et insister sur le maintien des normes sociales et environnementales acquises au sein de l'UE.

Et surtout, elle devra se recréabiliser aux yeux des peuples en **réformant son fonctionnement dans un sens plus démocratique et en favorisant la dimension sociale de son projet**, à l'opposé des politiques d'austérité qu'elle favorise aujourd'hui et qui provoquent son rejet.

Julien Bayou, Sandra Regol, porte-parole nationaux, Marie Toussaint, déléguée à l'Europe

